

Boris Vallaud et la défense des privilèges de la république des Homards



Jean François Revel, de l'Académie française, a écrit dans son livre *La Grande Parade, Essai sur la survie de l'utopie socialiste* © Plon, 2000 : "La France n'a pas moins de "cinq cent trente-deux" régimes de retraite spéciaux (en 2000), qui sont autant de privilèges octroyés. Dans ce type de société, bien incarné par la France, c'est l'État qui crée les passe-droits créateurs d'inégalités, à commencer par les avantages fumeux que les parlementaires s'attribuent à eux-mêmes. Ils perçoivent, après 20 ans d'activité, une retraite à taux plein, dont 70 % sont payés par les contribuables et non par la scandaleuse répartition socialiste qui n'y suffirait pas, ce qui, comme pour tous les agents publics, justifie une escroquerie intellectuelle et matérielle."

L'Obs : "Boris Vallaud : Agiter le hochet des régimes spéciaux, c'est détourner le regard ! À quelques jours de la manifestation contre la réforme des retraites, dont les

détails ne seront connus qu'à partir de la mi-décembre, le PS a appelé ses sympathisants à manifester. Auprès de l'Obs, le député socialiste des Landes Boris Vallaud justifie cet appel et il ira défiler le 5 décembre. Il se prononce contre un système par points.

Opposé à la réforme des retraites, le député socialiste des Landes justifie sa participation à la journée du 5 décembre : "Nous irons dans la rue pour dire que nous ne voulons pas d'une retraite à plusieurs vitesses et que le gouvernement doit mener une politique pour tous et pas seulement pour les premiers de cordée. Au delà des retraites, il y aura des Français qui ont des inquiétudes à faire valoir sur la pérennité de notre modèle social, sur la situation de l'hôpital, de l'école... *La place des socialistes est à leurs côtés.*" (???)

"Après deux ans de concertation, on ne connaît pas la globalité du projet de réforme des retraites. Je n'y vois pas plus clair que les organisations syndicales et les Français eux-mêmes. Le gouvernement nous balade depuis des mois avec des ballons d'essai dans tous les sens. Plus le temps passe, plus le brouillard s'épaissit. Un jour, le président de la république refuse l'âge pivot, le lendemain Agnès Buzyn le soutient...

"Un jour, la clause du grand père est sur la table, le lendemain, elle disparaît. On ne sait plus qui croire ni que croire. La confiance est rompue. Quand il s'agit de faire des réformes, s'il n'y a ni confiance, ni vérité, ni espace de débat démocratique où les points de vue puissent être échangés, on va à l'échec. Y-a-t-il urgence, en 2025, à demander des sacrifices supplémentaires aux Français ? Le gouvernement le prétend.

"Mais si vous lisez le rapport du Conseil d'orientation des retraites, ce rapport dit qu'il n'y a pas de dérapage du régime de retraites. Le déficit procède des choix du

gouvernement. Il faut avoir en tête qu'il y a d'autres modes de financement possibles pour améliorer le fonctionnement du système (???). Nous avons un fonds de réserve des retraites, les régimes complémentaires ont des réserves, environ 150 milliards d'euros !

“Depuis 2002, les Français ont fait des efforts pour rembourser le trou de la sécu. On y est quasiment, ce sera fait en 2024. Nous sommes capables de résorber un déficit. L'an prochain, les retraites de moins de 2.000 € seront indexées sur l'inflation, au dessus, elles ne le seront pas. Un euro cotisé ne donnera pas les mêmes droits. Le gouvernement ne tient pas son engagement. Comment lui faire confiance ?

“Le système par points peut produire le meilleur et le pire. Je ne connais pas la valeur du point.

“Sera-t-il calculé en fonction de la croissance, de la démographie, de l'espérance de vie ? Vaudra-t-il mieux, en fonction des hypothèses, prendre sa retraite avant ou après une crise économique ? Qui va gagner, qui va perdre ? Quid des fonctionnaires ? Aujourd'hui, nous avons un modèle dont la pérennité est assurée.

“La question de la pénibilité est majeure. Nous ne sommes pas tous égaux face à l'espérance de vie et pour la retraite. Regardez les fins de carrière des ouvriers du bâtiment, des maçons, des charpentiers qui ont le dos brisé, des personnels des EHPAD qui ont des troubles musculo-squelettiques dans leur carrière.

“Il y a 6 ans de différence d'espérance de vie entre les ouvriers et les cadres. Il y a 13 ans de différence d'espérance de vie entre les 5% des Français les plus riches et les 5% les plus pauvres. Qu'a fait le gouvernement ? Il a supprimé le compte personnel de prévention de la pénibilité. Je dis qu'il faut d'abord se préoccuper des objectifs de

justice sociale : la pénibilité, les carrières longues, l'égalité femmes-hommes, le niveau des pensions. (???) Aucun des défis que j'évoque ne nécessite le passage à un système par points.

“La CFDT, syndicat (socialiste) réformiste, soutient un système universel pour une réforme de justice et de progrès. (???) Au regard de la politique sociale menée par Macron depuis deux ans, sur la pénibilité, l'assurance chômage, la fiscalité, on peut sérieusement en douter. Le gouvernement dit qu'il va supprimer 42 régimes spéciaux. Mais il est probable qu'il en crée des centaines d'autres car il va devoir prendre en compte la différence des situations. Pour l'instant, l'exécutif est dans l'incantation, ce qu'on craint, c'est la pratique.”

Jean François Revel : *“La défense des statuts protégés et des privilèges sont devenus les principales causes de ce que la gauche ose encore appeler des mouvements sociaux, alors qu'ils sont antisociaux !*

“Certaines réactions irraisonnées, moutonnières et quotidiennes sont plus révélatrices des mentalités que les querelles (de politiciens). Ainsi, au matin du 5 octobre 1999, dans une collision entre deux trains, à Paddington, dans la banlieue de Londres, environ 30 voyageurs sont tués et plusieurs centaines blessés.

“Aussitôt on entend en France sur toutes les radios, toute la journée, les mêmes commentaires de la gauche idéologique : *Depuis la privatisation des chemins de fer britanniques, les compagnies propriétaires ou concessionnaires, mues par la recherche du profit, ont économisé sur les dépenses consacrées à la sécurité, dans les infrastructures et la signalisation !* Conclusion : les victimes de l'accident ont été assassinées par le libéralisme ! Si c'est vrai, alors les 122 personnes tuées dans l'accident ferroviaire de Harrow en 1952 furent assassinées par le socialisme, car les British Railways

étaient alors nationalisés !

“En France, en pleine gare de Lyon, le 27 juin 1988, un train percute un convoi arrêté : 56 tués et 32 blessés, victimes évidentes, par conséquent, de la nationalisation des chemins de fer français en 1937, donc assassinées par le Front populaire. Le 16 juin 1972, la voûte du tunnel de Vierzy, dans l’Aisne, s’effondre sur deux trains : 108 morts. Là non plus, l’entretien des structures ne paraît pas avoir été d’une perfection éblouissante, tout étatisée que fût la compagnie nationalisée qui en était chargée.

“Après quelques heures d’enquête à Paddington, il s’avéra que le conducteur de l’un des trains avait négligé deux feux jaunes qui lui enjoignaient de ralentir et grillé un feu rouge qui lui enjoignait de s’arrêter !

L’erreur humaine, semble-t-il, et non l’appât du gain, expliquait le drame. Il semble que le train n’était pas équipé d’un système de freinage automatique se déclenchant dès qu’un conducteur ignore et passe un signal au rouge. Aussi, dans l’accident de la gare de Lyon, ce système, s’il existait, ne semble pas avoir servi pour pallier l’erreur du conducteur français. Pas davantage le 2 avril 1990 en gare d’Austerlitz à Paris, lorsqu’un train défonça un butoir, traversa le quai et s’engouffra dans la buvette ! La soif peut-être ?

S’agissant des infrastructures, la vétusté des passages à niveau français, mal signalés et pourvus de barrières fragiles ne s’abaissant qu’à la dernière seconde, cause chaque année entre 50 et 100 morts, et plus souvent autour de 80 que de 50. C’est pourquoi l’infailibilité du service public à la française, en l’occurrence la SNCF, ne saute pas aux yeux ! Naturellement, ce sont là des faits et des comparaisons qui ne vinrent même pas à l’esprit des militants socialo-communistes et autres anarcho-syndicalistes anti-libéraux.

Ajoutons que les chemins de fer britanniques, même du temps où

ils appartenait à l'État, étaient réputés dans toute l'Europe pour leur médiocre fonctionnement. Et leur privatisation ne s'est achevée qu'en 1997 ! Comment la déficience des infrastructures et du matériel roulant se serait-elle produite de façon aussi soudaine et rapide en moins de deux ans ? En réalité, British Railways a légué aux compagnies privées des machines et un réseau profondément dégradés, qui mettaient en péril la sécurité depuis des décennies.

La mise en accusation du libéralisme dans cette tragédie relève de l'idée fixe, pas du raisonnement.

La négligence, l'incurie, l'incompétence et la corruption des transports nationalisés ne font pas courir moins de risques aux usagers. Il faut pousser l'obsession antilibérale jusqu'à l'aveuglement pour prétendre qu'il n'y aurait jamais eu d'accident que dans les transports privés. Les 30 morts dus à la collision entre deux trains de la Compagnie nationale norvégienne, le 4 janvier 2000, furent-ils victimes du libéralisme ?

Une idéologie socialo-communiste peut survivre longtemps aux réalités politiques et sociales qu'elle accompagnait. Jamais ne se révéla plus fausse la phrase de Marx : *"L'homme ne se pose que des problèmes qu'il peut résoudre."* Si l'histoire du XX^{ème} siècle illustre une vérité, c'est que les socialistes passent leur temps à se poser des problèmes qu'ils ne peuvent pas résoudre, car ce sont de faux problèmes qui ne comportent aucune solution, et surtout à ne pas résoudre quantité de problèmes réels dont la solution est à leur portée.

Il y a deux façons de mourir pour une idéologie : dans les faits et dans les esprits. Elle peut très bien être morte dans les faits et régner encore sur les esprits, n'avoir plus aucun effet dans l'action et occuper une place monstrueuse dans les mots. Elle obéit à la consigne suprême des idéologies : *N'avouez jamais que vous vous êtes trompés, et encore moins si*

vos erreurs ont causé mort d'hommes. Quand les idéologies sont réfutées et déshonorées par le comportement de leurs partisans, c'est surtout dans les jeux de miroirs de la communication qu'on les voit essayer de briller encore pour tenter de se maintenir, comme à la télévision, ce média qui domine toujours notre époque dans l'art de (mentir) communiquer, soit l'art de tromper l'opinion.

Il faudra du temps pour que disparaissent ces impostures et ces contre-attaques contre le libéralisme, cette forme de diversion destinée à éluder la vérité sur le communisme et sur le socialisme de Vallaud !

Thierry Michaud-Nérard